

DÉCLARATION À LA PRESSE DE M. FRANÇOIS HOLLANDE, PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE, SUR LES EFFORTS EN FAVEUR DE L'INDUSTRIE, À CHARLEVILLE-MÉZIÈRES LE 19 JANVIER 2017.

19 JANUARY 2017 - SEUL LE PRONONCÉ FAIT FOI

Mesdames, Messieurs les parlementaires et élus,

Monsieur le président de PSA,

Monsieur le directeur,

Mesdames, Messieurs les salariés de cette belle entreprise, ici, de Charleville et des communes sur lesquelles cette usine est installée,

Vous m'avez fait un grand plaisir en m'invitant ici sur ce site, et en me démontrant l'excellence de votre fabrication. Les Ardennes, c'est une terre de tradition industrielle qui est aujourd'hui l'un des départements les plus industriels de France. C'est une terre où il y a le savoir-faire, où il y a l'excellence, mais où il doit y avoir le plus haut niveau technologique. C'est ce qui est ici illustré. Je veux vous saluer tous pour la qualité de vos interventions, le souci de bien faire et l'engagement que vous avez pour votre entreprise, et plus largement, pour l'industrie.

L'industrie occupe une place particulière dans l'histoire de notre pays et d'où l'importance de l'ancrage dont parlait Louis GALLOIS pour dire ce que devait être la force de la France à travers ses usines. Il y a des secteurs qui ont particulièrement marqué l'histoire industrielle du pays. Le textile, l'automobile, l'aéronautique en sont parmi les plus connus. Puis il y a d'autres secteurs qui sont apparus. Mais il n'y a pas de vieille ou de nouvelle industrie. Il y a l'industrie et croire en l'industrie, c'est croire en l'avenir et parce qu'il n'y a pas de pays qui puisse considérer son développement, sa croissance, son avenir sans qu'il n'y ait une base industrielle. Il faut qu'il y ait de la fabrication de produits, d'objets, pour qu'ensuite, il puisse y avoir des usages, des services qui puissent être proposés au consommateur.

Pour l'automobile, il y a l'idée de se transporter qui est venue très tôt, mais aujourd'hui, l'automobile, c'est un ordinateur, c'est une manière aussi de concevoir sa vie, c'est peut-être à travers des usages partagés on n'est pas tous propriétaire d'une automobile, on peut utiliser des parcs qui nous sont proposés : il y a une transformation. Il faut savoir s'adapter. Vous avez su, ici, le faire - j'y reviendrai. L'industrie en France, c'est trois millions d'emplois, 75 % de la Recherche et Développement et 70 % des exportations. Il ne peut pas y avoir, là-encore, une France ouverte au monde si elle n'a pas une industrie solide. L'idée de se protéger -qui peut quelquefois venir dans quelques esprits embrumés- l'idée de se dire « on va s'enfermer, on va empêcher des usines de s'installer ou des produits d'être commercialisés », cela serait finalement pour PSA la fin de son histoire, puisque vous exportez, vous vendez des automobiles partout dans le monde. Il est nécessaire d'avoir une économie ouverte, à condition que les règles de la concurrence soient bien respectées, justes, équilibrées, et qu'il n'y ait pas de compétition déloyale.

Nous devons faire en sorte que de grands groupes comme le vôtre, que l'industrie automobile, puisse avoir toute sa place dans notre pays -notamment ici dans le Grand Est, puisque vous appartenez maintenant à cette grande région- j'ai salué son président ce matin. 30 % des véhicules produits en France le sont dans le Grand Est.

Les Ardennes, pour l'automobile -c'est-à-dire à la fois les constructeurs et les équipementiers- c'est 8.000 salariés, dont plus de 1.600 sur le site PSA. Vous êtes le premier employeur privé du département, et c'est à la fois -comme il m'a été dit par le directeur de cette usine- une fierté et une responsabilité, parce qu'il faut que l'usine vive, pour que l'usine puisse également se développer, croître et embaucher. J'étais déjà venu à Charleville-Mézières en 2012. L'automobile à l'époque connaissait de grandes difficultés. Le marché français des voitures neuves était en recul. C'était toute la filière qui était atteinte. L'existence même du groupe PSA était en cause. Des plans sociaux étaient annoncés, et notamment dans le groupe. Il y avait également des menaces certaines d'ailleurs ont, hélas, été réalisées de fermetures d'usines. Il fallait que l'État réagisse, et il est intervenu à la fois pour que la filière automobile se structure, pour que nous puissions favoriser l'innovation, et développer également

une meilleure cohérence entre les constructeurs et les équipementiers.

Nous avons créé, avec eux, la plate-forme de la filière automobile. Elle a permis, justement, d'avoir une vision et de pouvoir mobiliser nos forces. Il y a eu un plan de soutien qui a été décidé en 2012 avec des priorités et des financements. La Banque publique d'investissement est intervenue, et également le Fonds d'avenir pour l'automobile. Mais nous avons eu des résultats : le marché automobile s'est redressé, et en 2016, deux millions de véhicules ont été construits en France, dont un million par PSA - 70 % des véhicules de PSA étant fabriqués en France.

La situation de PSA nécessitait aussi une mobilisation exceptionnelle, parce qu'il fallait qu'il y ait à la fois un effort de la Direction, des actionnaires, un effort de l'État, et un effort des salariés. Ce n'était pas facile de conjuguer ce qu'il était nécessaire pourtant de rassembler. L'État a fait son devoir, il a pris une part au capital de PSA. Un actionnaire chinois est également venu. Ici, je réaffirme que l'État gardera sa part au capital de PSA, parce que c'est à la fois notre responsabilité et c'est votre garantie. Nous voulons rester au capital de PSA.

Mais il fallait également qu'il y ait un effort qui soit consenti par la Direction et les salariés, d'où l'accord qui a été passé entre une partie des partenaires sociaux et la Direction de l'entreprise. L'entreprise elle-même, la Direction, a développé des plans stratégiques. « Back in the race » : « de nouveau dans la course » - si je veux faire les traductions pour ceux qui ne parlent pas l'anglais- vous avez atteint l'objectif de retour dans la course deux ans plus tôt. Ensuite, vous avez également choisi une autre stratégie, qui devait maintenant être celle de la conquête : c'est « Push to pass » : « pousser pour gagner, pour dépasser » - j'essaie de donner un contenu concret à votre stratégie, pour qu'elle soit bien partagée. Là-encore, l'État continuera de vous accompagner dans cette phase.

Grâce à tous ces efforts c'était là, l'essentiel l'emploi a été préservé, le maintien des sites d'assemblage a été assuré et PSA a retrouvé le chemin de la croissance. La nouvelle C3, présentée au Mondial à Paris à la fin de l'année dernière, est promise à un très grand succès. Il n'y a donc pas de fatalité : en quatre ans, vous avez été capables non seulement de vous redresser, mais de devenir leader dans un certain nombre de gammes.

Il y a eu aussi un effort qui devait être engagé pour le pays tout entier, pour l'industrie. J'avais donc demandé un rapport à Louis GALLOIS à la fin de l'année 2012 pour qu'il nous dise quel était le constat dans l'industrie, et ce que nous devons faire pour redresser la compétitivité du pays, rétablir notre balance commerciale, faire en sorte que les entreprises puissent investir et embaucher. A la suite de ce rapport, j'ai décidé de créer le Crédit Impôt Compétitivité Emploi, puis le Pacte de responsabilité. Cela a été discuté et il y a toujours, quand il y a des décisions qui sont prises, le droit à la critique, mais ce plan s'est établi, lui aussi, depuis le début de l'année 2013. Il porte ses résultats.

Les marges des entreprises industrielles se sont redressées. Les allègements fiscaux qui ont été accordés aux entreprises ont permis de garder les salaires et, en même temps, d'abaisser le coût du travail et d'être donc compétitives. Puis il y a eu tout un soutien à l'innovation. Par exemple, sur ce site, la Recherche et Développement joue un rôle crucial. Nous avons maintenu, sanctuarisé le crédit impôt recherche qui permet justement de donner aux entreprises françaises ou aux entreprises étrangères basées en France un soutien en matière d'innovation. Là aussi, grâce à cette politique, l'investissement a repris et l'emploi a pu être stimulé : 240 000 créations d'emplois depuis 18 mois et le chômage qui commence à baisser depuis le début de l'année 2016.

Voilà ce que nous avons fait. Mais ce qui compte, c'est ce que l'avenir nous dira et nous obligera à faire. Si nous voulons gagner -puisque c'est la stratégie : gagner- si nous voulons être les meilleurs dans bon nombre de domaines, nous devons faire en sorte que notre industrie puisse être sur les secteurs d'avenir, puisse innover, puisse se rassembler pour être dans les meilleures spécialisations du marché mondial. C'est la raison pour laquelle nous avons lancé en 2015 l'Alliance pour l'Industrie du Futur, qui fédère tous les acteurs les entreprises, des industriels, mais également les régions, les collectivités locales, les centres de recherche, les universités pour que nous puissions, de l'automobile au ferroviaire, de la chimie à l'aéronautique, être en avance. Là-encore, nous y avons mis des moyens financiers : la Banque publique d'investissement, le programme d'investissements d'avenir. On en voit déjà les résultats.

Tout à l'heure, j'étais à Charleville à Platinum 3D - je crois que c'est une grande fierté pour tous ceux

qui y ont participé. Tous les élus s'y sont engagés, avec l'Etat, avec l'université et, bien sûr, les représentants des entreprises. Les partenaires sociaux y sont associés également. Grâce à cela, nous avons pu créer des outillages pour la forge et la fonderie que vous pouvez utiliser ici grâce à la fabrication additive.

Alors, quels défis doivent être absolument relevés pour l'automobile en France ? Il y a deux enjeux. Le premier, c'est la révolution énergétique et environnementale. C'est vrai que nous allons être amenés nous l'avons voulu, pour protéger la planète, à réduire les émissions de carbone et les émissions de particules. C'est pour la santé de nos enfants, pour le bien-être de la population, pour que la planète puisse être supportable pour les générations futures. En même temps, nous devons en faire un levier de développement économique, une opportunité, et être les meilleurs pour que les moteurs puissent être plus performants et plus économes. Nous devons être les meilleurs pour que nous puissions avoir des carburants qui puissent être les moins polluants. C'est tout l'enjeu de ce que vous avez engagé ici. Le groupe PSA est le premier déposant de brevets, toutes industries confondues, en France. Vous avez là les conditions de votre succès. L'objectif que vous vous êtes fixé en 2012 était de consommer 2 litres pour 100 kilomètres : il est déjà atteint. Les constructeurs, avec le soutien des pouvoirs publics, pourront produire des véhicules plus efficaces, moins chers -si c'est possible- et en tout cas moins polluants. Ainsi, nous pourrions être à la fois conformes aux réglementations européennes qui nous obligent mais obligent tous les constructeurs et, en même temps, nous pourrions même être meilleurs que les autres dans ce domaine.

J'ai voulu que, là-aussi, le gouvernement puisse accompagner le processus avec des étapes sans brutalité qui empêche des productions de se réaliser mais sans non plus de faiblesse dans le respect du rythme de la transition parce que ce ne serait pas rendre service aux constructeurs. Il y a la question du diesel qui fait souvent l'objet de débats. Nous avons eu ces dernières années une place du diesel qui était excessive donc nous devons la réduire et nous devons le faire étape après étape. Là-encore, PSA est le constructeur qui présente les meilleures performances en termes d'émission de CO2 grâce à sa technologie Blue HDi. Là-encore, c'est légitime qu'il y ait des contrôles et que les entreprises et les constructeurs se soumettent à la réglementation, et quand il y a des infractions, qu'elles puissent être dénoncées. Chacun connaît une affaire qui concerne un groupe allemand que je ne citerai pas pour ne pas le mettre en difficulté. Ce que je sais, c'est que tous les constructeurs sont soumis à ces contrôles et les constructeurs français tout autant. C'est un devoir que nous devons accomplir pour le consommateur qui n'a pas le droit d'être abusé.

Nous voulons aussi qu'il puisse y avoir un mouvement vers le véhicule électrique. Il y a aujourd'hui 100 000 véhicules électriques, trois fois plus qu'en 2014. Ce mouvement se développe rapidement. Là-encore on va croire que je fais de la publicité pour PSA mais d'une certaine façon, je vous la dois bien puisque je suis venu chez vous PSA a également été en capacité de faire rouler 70 000 kilomètres des véhicules autonomes. C'est la deuxième transition qu'il faut aussi assurer : le numérique avec le véhicule autonome.

C'est une révolution : un véhicule sans conducteur, un véhicule qui est gouverné par l'intelligence artificielle, par l'ordinateur. Vous avez été capables de vous adapter. Il faut s'adapter parce que le risque, c'est que les grandes firmes, les grands opérateurs du numérique dominent la construction, soumettent les constructeurs à des règles et captent la valeur ajoutée et la production. Là-encore PSA a su s'adapter et nous accompagnerons ce processus.

Je veux terminer pour vous dire qu'il ne faut pas avoir peur de l'avenir parce que quand l'on regarde ce qu'a été votre histoire : vous avez été capables, et notamment dans ce département, de vivre des grandes difficultés industrielles. Vous avez été devant des graves crises, notamment l'automobile. Il y a eu des moments très difficiles. J'ai visité plusieurs entreprises dans les Ardennes, qui étaient au bord du dépôt de bilan il y a quelques années et qui ont su, grâce aux efforts de tous, se redresser et trouver le chemin de la réussite.

Il ne faut pas avoir peur de l'avenir quand l'on dispose, comme vous, d'un savoir-faire, d'une technologie, d'une capacité financière pour investir £ quand on est en France avec un État qui joue son rôle, qui prend sa responsabilité, qui appuie lorsque c'est possible, et qui en même temps, ne laisse pas croire qu'on pourra se substituer aux entreprises - c'est une idée qui n'a pas de réalité, ce sont les industriels qui font l'industrie. L'État doit accompagner. il doit favoriser. il doit créer le meilleur

..... que .....  
environnement. Parfois, dans des situations particulières, il peut prendre une participation au capital mais c'est quand il y a un enjeu majeur pour le pays. Il ne peut pas le faire à toute occasion.

Mais l'État est là. En France, il y a un État, il y a aussi des collectivités publiques qui jouent leur rôle. Donc il faut avoir confiance en l'avenir. Il ne faut pas se laisser influencer, impressionner. Il ne faut pas laisser croire que l'on va vivre un déclin, que l'on va être débordé, qu'il y a des pays qui sont plus forts que nous parce qu'ils seraient plus peuplés que nous, parce qu'ils seraient à des coûts de main-d'œuvre plus faibles que nous. Nous avons une technologie, nous avons un savoir-faire, nous avons une excellence, nous avons des chercheurs, nous avons des créateurs, nous avons des ingénieurs, nous avons des ouvriers qui ont toute cette capacité.

Qu'est ce qui fait la différence dans le monde ? Entre les pays qui ont la connaissance, la capacité de créer, d'investir, d'être en avance et d'autres qui peuvent faire valoir d'autres arguments. Et même des pays qui avaient conçu leur développement avec des faibles coûts de main-d'œuvre, aujourd'hui, leurs salaires remontent et ils essayent d'être sur les niveaux technologiques les plus élevés. Il y a une course, c'est pour cela que le mot était juste : il y a une course et nous devons être dans la course. Mais nous ne devons pas être isolément dans la course. Nous formons une équipe en France et c'est cette équipe qui doit aller de l'avant.

Quand je viens ici, je me rends compte que vous avez cette capacité à innover, à partager une même vision, à dialoguer, à trouver des solutions, à vous inspirer du passé et, en même temps, à vous projeter dans l'avenir. Ce que vous avez été capables de faire à PSA, ce que vous avez été capables de faire ici, à Charleville-Mézières, c'est ce qu'il faut faire pour l'ensemble de notre pays : être capables d'être fiers de ce que nous sommes, de ne rien oublier de notre histoire, de nous projeter dans l'avenir, d'être capables de dialoguer, d'investir massivement et de nous rassembler. Quand on réussit à conjuguer tous ces atouts, on est sûr de gagner.

Merci à vous.